

<http://gec.venissieux.org/Hebergement-d-urgence-appel-des-elus-communistes>



# Hébergement d'urgence... appel des élus communistes

- Vie politique -

Publication date: vendredi 8 décembre 2017

---

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

---

**Les élus communistes et apparentés de Vénissieux font avec tous les acteurs de l'hébergement d'urgence, les associations, les militants, parents d'élèves et enseignants, le constat de la multiplication des situations de familles sans toits, d'enfants scolarisés qui n'ont pas de logement pour rentrer chez eux après l'école, de familles avec enfants en bas âge qu'on retrouve en début de nuit devant un centre social, une mairie...**

**Le Samu social et la ville de Paris viennent de lancer un cri d'alarme face à la pénurie de logements dans la capitale mais aussi en Ile-de-France, le Samu social et la Ville de Paris appellent à l'aide, comme celui de Marseille. Ce sont des centaines de familles avec enfants qui sont laissées dehors malgré le froid qui s'installe. C'est aussi la situation de l'agglomération lyonnaise.**

Tout indique une aggravation forte des situations de sans-toits malgré les efforts réalisés pour augmenter les capacités d'accueil ces dernières années, malgré les efforts des associations, des militants, de acteurs de l'hébergement, de citoyens.

A Vénissieux, les situations constatées dans les écoles se multiplient. Ce sont des centaines d'enfants dont les familles sont en situation de précarité de logement, hébergées dans des conditions instables qui en conduisent régulièrement certaines à la rue.

La ville assure une veille sociale avec ses moyens, les élus communistes et républicains, avec d'autres, interviennent partout pour chercher des solutions, le service social, la mission logement multiplient les contacts et les démarches, la direction générale sollicite les services de l'état, tous mobilisés pour trouver des solutions de logement ou d'hébergement stables pour l'année. Mais tout le système d'hébergement d'urgence et de logement très social est engorgé.

Il y a les migrants, les réfugiés qui restent des centaines dehors. Pourtant, la réussite des centres d'accueils et d'orientation, dont celui de Vénissieux, démontrent que l'état peut organiser un accueil digne pour un coût maîtrisé, et qui ouvre des perspectives de de solutions administratives et sociales pour les personnes. Mais le bilan est connu, il y a en France au total 70 000 places d'hébergements (demandeurs d'asile, réfugiés, urgence...), le double d'il y a 3ans, mais avec près de 110 000 demandeurs d'asile selon la CIMADE !

Il y a aussi les pauvres, les précaires, souvent salariés, mais que la faiblesse et la variabilité des revenus ont exclus du droit à un logement digne et accessible. Des familles qui ont perdu leur emploi dans d'autres régions, viennent à Lyon parce-qu'ils y ont un parent, un ami, et espèrent pouvoir rebondir. Des milliers de personnes, de familles sont ainsi hébergées, dans le parc privé ou dans le parc social, souvent dans des situations de sur-occupations qui rendent difficile le maintien chez leur hébergeur.

Ce constat est connu de tous, des élus, des services sociaux, des associations, de la préfecture, des services de police, des services d'urgence... Il n'est pas acceptable de continuer à ne réagir que quand le pire est à craindre, par le plan grand froid, quand il faut ouvrir des gymnases.

Les personnes à la rue, et notamment les familles, ne cherchent pas un gymnase, mais un logement, un hébergement.

## Hébergement d'urgence... appel des élus communistes

---

Pour l'instant, ce sont les associations, les services sociaux et les élus locaux qui gèrent l'urgence. Nous demandons des décisions rapides pour mettre en place un dispositif partagé et transparent de traitement de l'urgence dans une démarche qui conduise à sortir enfin de dispositifs d'urgence multiples et débordés.

Il faut un service d'astreinte sociale de la métropole, disponible 24h/24h, capable d'activer tous les dispositifs existants, en transparence avec tous les acteurs des villes engagés contre le mal logement et capable de prendre les décisions d'urgence pour à minima ne jamais laisser aucun enfant dehors.

Il faut rapidement une conférence métropolitaine réunissant l'ensemble des acteurs, états, métropole, bailleurs, associations, élus locaux...

- ▶ d'abord pour partager un bilan détaillé des capacités d'hébergement (CADA, CAO, Pradha, Huda, Foyers,...), et des besoins de sans-toits, et faire converger les moyens pour un renforcement rapide des capacités d'accueil
- ▶ ensuite pour construire des propositions avant la publication de la loi logement annoncée par le gouvernement et évaluer les besoins en places d'hébergement et en logement social capables de sortir enfin de ce scandale des familles à la rue.

Les élus communistes de Vénissieux sont à la disposition des associations, des militants pour le droit au logement, des élus républicains qui veulent sortir d'une situation indigne pour la France.